

Au pied du mur

La gauche dans son ensemble et singulièrement le parti communiste sont au pied du mur.

L'élection de Nicolas Sarkozy n'est pas une péripétie ; elle n'est pas une victoire de la droite comme il y en a eu d'autres. Son caractère historique ne tient pas seulement à son score élevé. Il s'agit avant tout de la victoire d'une droite radicalisée, récupérant une partie des thèmes et des électeurs du FN. Nicolas Sarkozy est parvenu à l'unification des droites, ce que nul à droite n'avait réussi depuis vingt ans : une synthèse entre ultralibéralisme et ordre social, ordre sécuritaire ; nous allons vers une contre-révolution libérale sous la conduite, comme partout, de l'Etat et sous l'impulsion d'une volonté politique forte.

Face à cette menace pressante, la tentation existe de s'inspirer des « modèles » anglais ou italien : Large union démocratique, de la gauche au centre. Dans cette perspective, la gauche d'adaptation poursuit son « recentrage », intègre l'acquis libéral et reprend certaines thématiques (ordre, mise au travail, identité voire fierté nationale).

Les enjeux de la période se dessinent clairement : le couple ultralibéralisme / social-libéralisme sera-t-il l'ordonnateur du champ politique ? Comment rompre cette bipolarisation en constituant un pôle de transformation sociale à vocation majoritaire à gauche ?

Les résultats des élections présidentielles confirmés aux législatives étaient largement prévisibles. Victoire d'une droite radicalisée, échec du PS, fiasco global des forces alternatives. Une période de recomposition s'ouvre. Sous nos yeux, s'achève un cycle long ouvert au milieu des années 60 qui avait une double dimension : montée jusqu'en 1981 puis déclin des idées progressistes ; politique d'alliance PC/PS.

Le cadre politique ancien est en crise mais son dépassement n'est pas réalisé ; l'avenir n'est pas écrit. Malgré son nouvel affaiblissement, le parti communiste recèle encore les forces qui peuvent lui permettre de rebondir, d'être utile. Mais la question n'est pas de se ressourcer sur soi-même, elle est d'ouvrir un espace de construction politique, qui articule la gauche, la gauche de gauche et en son sein l'apport communiste. Le « Congrès extraordinaire » qui s'annonce n'y suffira pas.

I. Un espace existe-t-il pour un pôle de transformation sociale ?

1. Pour une part sa constitution a été engagée.

Depuis plus de dix ans, sous des formes variées, la contestation du capitalisme mondialisé et financiarisé a gagné en force. Elle s'est installée sur de nouveaux territoires, a entraîné de nouvelles catégories sociales et élargi ses thématiques au point de devenir une base de contestation globale. Bien que cette critique s'exprime sur des chemins qui ne croisent pas tous la politique constituée, les forces d'alternative rassemblent depuis vingt ans entre 12 % et 20 % dans les différents scrutins. La victoire du Non en 2005 a exprimé un rejet du libéralisme débridé, particulièrement parmi les électeurs de gauche, les catégories populaires et les jeunes. Ce vote n'était pas un soutien à un projet, mais le signe d'une attente alternative à l'ordre dominant.

2. Pourquoi l'antilibéralisme n'a-t-il pas réussi et s'est-il électoralement affaibli en 2007 ?

Pour de petites et de grandes raisons. On ne peut négliger la part d'expérimentation, de faiblesse et d'hésitation propre à toute expérience nouvelle. Le temps a manqué pour que se rencontrent effectivement des sensibilités différentes tandis que le mode de scrutin nous imposait la tendance lourde à la bipolarisation. Mais l'essentiel de l'échec est à rechercher ailleurs. Une fenêtre politique a été ouverte sans être exploitée. La volonté d'aboutir a été moins forte que les logiques et priorités d'appareils, que la culture politique dominante qui ne pousse pas au métissage. La tentation a pu jouer (d'abord au PCF et à la LCR, mais pas seulement) de croire que l'arc des antilibéraux pouvait se rassembler à partir d'un seul segment ou pouvait le faire autour d'une des forces organisées.

II. Est-il réaliste d'affirmer aujourd'hui la possibilité d'un pôle de transformation sociale ?

Nous le pensons. A condition de parvenir à relier des forces existantes, dans un champ large de sensibilités et de pratiques collectives (associatives, politiques, syndicales), et l'ensemble des attentes en particulier les mouvements des banlieues, les mouvements des migrants et de l'égalité des droits, mouvement des artistes, des femmes, etc.. Nous devons nous fixer l'objectif d'agrèger ces forces durablement. Ce type de recherche émerge partout dans le monde (Forums sociaux, les expérimentations en Amérique Latine...) et en Europe (Allemagne, Italie, Pays-Bas, Scandinavie). En Allemagne avec la création de *Die*

Linke se construit une nouvelle alliance de militants de différentes cultures politiques de gauche mais aussi de syndicalistes et d'acteurs de la critique sociale.

Pour y parvenir nous identifions plusieurs conditions :

1. Reprendre en l'élargissant le chantier de la transformation sociale .

De multiples pratiques sociales émerge l'aspiration à la transformation démocratique. Ce chantier est immense après l'échec des grandes tentatives transformatrices du XXème siècle. Pour l'instant, l'espace antilibéral a formulé des propositions (un programme). Mais il n'a pas le projet cohérent qui leur donne sens. Le mouvement à développer maintenant doit être plus large. Dans ses ambitions et dans ses forces. Cela passe par l'agrégation de ceux qui étaient absents dans la dynamique précédente : différentes sensibilités et cultures, catégories populaires, jeunes. L'objectif doit être de produire plus et mieux qu'une addition ou qu'une superposition d'apports spécifiques.

Cela suppose d'articuler l'économique, le social, l'institutionnel, le culturel. Nous devons constater que le poids des héritiers du mouvement ouvrier (tradition nécessaire) est trop exclusif ; l'innovation, jusque dans le renouvellement générationnel et des couches sociales, n'est pas assez travaillée. Il faut à la fois de la continuité et transformer notre/les cultures politiques : faute d'avancées en ce sens, on continue d'osciller entre renoncement et conservation.

2. Continuer de réfléchir et d'expérimenter sur ce qui conditionne le succès

Simultanément au travail de construction d'une vision cohérente de la société et de la politique, il faut poursuivre l'effort d'ouverture et de travail entre les différentes sensibilités (et que l'esprit d'inclusion fasse reculer définitivement la culture d'exclusion). Nous n'avons pas surmonté la coupure du « social » et du « politique ». Nous ne savons pas encore avancer sur la double exigence : respecter la diversité (il y a différentes formes de travail et d'action collectives légitimes, du niveau local au niveau national, différents types d'engagements : associatif, syndical... etc.) ; dépasser la séparation des sphères du social et du politique. Nous avons commencé à formuler la nécessité d'une appropriation (individuelle et collective) du politique, mais nous avons du mal à la concrétiser. Or, c'est un enjeu essentiel de notre conception de la politique.

III. Que faut-il faire ?

Abandonner ce qui a été fait dans le cadre du rassemblement antilibéral ? Non.

Continuer seulement ce qui a échoué ? Pas davantage.

1. Nous devons repartir de l'enjeu :

nous ne nous satisfaisons pas de la constitution d'une gauche de contestation à la marge. En septembre dernier, les collectifs s'étaient mis d'accord sur une ligne affirmant 1 - que l'accord politique était impossible avec le PS sur la base d'une orientation sociale-libérale, 2 - que l'objectif était de rendre possible cet accord en rendant incontournable à gauche une orientation de transformation sociale.

Cette base politique reste valable. L'échec du rassemblement ne doit surtout pas conduire à restreindre l'ambition ; la nouvelle situation politique la rend plus nécessaire aujourd'hui qu'hier.

2. Appeler à la constitution d'une force politique occupant durablement le terrain de cette transformation sociale.

La gauche de transformation sociale, morcelée, manque de crédibilité politique. Nous avons besoin d'une initiative et d'une proposition qui réponde à ce défi. Pourquoi une force ? Parce que la juxtaposition n'est pas à la hauteur ni n'a la consistance du projet qu'il faut désormais construire. Cela suppose le lancement d'un processus d'ampleur, indiquant clairement l'objectif de la construction de cette force. De premiers signes peuvent être donnés à notre peuple dans la perspective des prochaines échéances de 2008.

3. Engager sans tarder le travail de réflexion-reconstruction.

C'est l'affaire de chaque composante ; cela nécessite sans attendre de la mise en commun, des rencontres, des initiatives donnant à voir l'ambition et la détermination d'avancer, dans l'esprit de la plus large ouverture. Affirmer dès maintenant que le PCF est disponible pour aller dans ce sens.

4. Sans prédéterminer un calendrier, dire d'emblée que le PCF souhaite aller le plus vite possible vers une étape de synthèse

(des Assises ou des États généraux, par exemple) pour donner un élan décisif à l'émergence de cette force politique. Suggérer que, dès l'automne, sur la base des premières initiatives de convergence, soit élaboré une sorte de cahier des charges énonçant les objectifs communs possibles, les acquis d'ores et déjà formulés, des éléments de méthode (enjeux de transparence, de démocratie), les problèmes à résoudre et le calendrier de la mise en commun.

5. dans cette force politique neuve, l'espace communiste doit être préservé pour que son apport puisse continuer. L'organisation communiste refondée doit vivre à la fois avec les autres courants et de manière autonome.

IV. La question du communisme : comment la poser ?

Dans le cadre de cette refondation générale, la question du communisme ne peut être éludée ; mais elle ne peut être abordée de façon féconde que dans ce cadre. Il n'y a pas de ressourcement solitaire possible ; c'est au sein du mouvement, sans prétention hégémonique que le communisme politique à du sens.

1. Qu'est-ce qui ne peut plus durer ?

La logique de la défensive, à partir de la mobilisation des seules forces organisées existantes. Voilà des années que l'on veut repartir de l'avant de l'intérieur ; en pratique, on a liquidé peu à peu les acquis historiques. Le fonctionnement pyramidal, la discipline de Parti, les pratiques de direction... tout est à reprendre. Les questions de pouvoir doivent être sur la table.

2. Comment formuler le cœur de la question communiste ?

Cela ne peut plus être sous la forme du « rééquilibrage » de la gauche face au PS. Ce ne peut plus être sous la seule forme de : « Faut-il continuer le Parti communiste français ? ». Nous avons fait l'expérience que ce type de questions depuis n'a enrayé ni le déclin du PCF ni n'entame l'hégémonie du PS. Ne nous voilons pas la face : depuis les années 20, le PCF était un parti situé au cœur de la vie politique nationale. Ce temps est révolu.

Nous restons une force militante remarquable, une tradition intellectuelle et pratique que nul n'a remplacée ; mais notre affaiblissement nous rapproche d'une marginalisation politique de fait, comme en connaissent tant d'autres formations communistes dans les pays dits « développés ». La question posée aujourd'hui se décline de trois façons :

- Le parti pris communiste apporte-t-il aujourd'hui quelque chose à la transformation sociale?
- Quel peut être cet apport ?
- Quelles sont les formes collectives qu'implique la valorisation de cet apport ?

V. Un communisme de nouvelle génération

Dans le cadre de ce questionnement, nous pouvons formuler quelques enjeux, quelques problèmes, quelques pistes de réflexion et d'action.

1. Le communisme est-il un parti pris ? Oui, mais cela se discute.

Le communisme n'est pas d'abord une idée ou une théorie, mais un courant politique, dont l'émergence comme telle a été historiquement liée à une quintuple affirmation :

- Que l'émancipation des individus peut devenir le moteur et la finalité d'une organisation de la société efficace ;
- Que le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire mais une forme complexe de société fondée sur l'exploitation et la domination. Que, pour se sortir de cette « préhistoire de l'humanité », il est nécessaire de se placer dans un au-delà du capitalisme, de toute forme d'exploitation et de domination ;
- Que ce processus de dépassement du capitalisme suppose une « révolution ». La forme de cette révolution, à la limite, importe moins que la négation qu'elle suppose : il faut une « révolution » parce que « l'adaptation » du système existant n'est pas possible ;
- Que tout processus de rupture (n'est-ce pas cela « la révolution » ?) suppose des leviers pour le faire : des forces sociales (en 1848, la classe ouvrière en expansion) et du mouvement social (pendant plus d'un siècle, le « mouvement ouvrier ») ;
- Que toute action conséquente et durable de subversion « communiste » suppose de l'action collective, donc de l'organisation, donc du « parti communiste » (c'est le mot de 1848).

Chacune de ces affirmations reste vraie, parfois même plus réaliste au temps du capitalisme mondialisé et de la contestation de sa mondialisation. Mais en même temps que chacune est « vraie », il est tout aussi évident premièrement qu'aucune d'entre elles ne peut s'énoncer dans les termes qui étaient ceux du XIX^{ème} et même du XX^{ème} siècle ; deuxièmement, que chacune d'entre elles a subi des interprétations et donné lieu à des orientations qui pouvaient tourner le dos aux objectifs essentiels énoncés (la lutte contre le capitalisme à la place de la lutte contre toutes les dominations, la promesse du grand soir contre le dépassement effectif et jusqu'au bout de l'ordre existant, le dessaisissement du peuple par le Parti au lieu que l'émancipation soit l'œuvre du peuple lui-même...).

Ni le capitalisme, ni son dépassement, ni le mouvement de contestation de l'option libérale, ni l'organisation communiste ne peuvent se penser sur le registre de la répétition. Nous avons besoin d'analyser les enjeux actuels qui nous semblent être au cœur d'une conception de la

société fondé sur « à chacun selon ses besoins » en ne limitant pas ce que nous entendons par « besoins » aux stricts besoins matériels (sans pour autant les sous-estimer). Dans la réflexion sur le communisme, séparer un seul moment l'affirmation de la continuité et celle de la novation conduit à des impasses amères. Dans ce domaine plus que dans d'autres l'alternative ne peut pas être entre conservation et renoncement : le mot clé est celui de transformation.

2. Quel peut être l'apport communiste ?

- Une conception particulière de la société post-capitaliste. La conception communiste du projet ou le projet communiste inclut en particulier une conception du rôle social du développement des individus, de leur émancipation, du pouvoir qu'ils exercent sur eux-mêmes et de l'articulation nécessaire des axes particuliers de la transformation sociale (se sortir de l'idée simple que les transformations de l'économico-social déterminent les autres domaines de la transformation) ;

- Une conception moderne de la rupture en prenant en compte que le capitalisme et les rapports de dominations ne se limitent pas à la domination des forces du capital, mais se reproduisent au sein des pratiques sociales. Il faut une dynamique de « dépassement » qui s'oppose franchement à « l'adaptation » (qui produit l'engluement dans le système) et qui se distingue en même temps des figures trop pauvres de « l'abolition » (qui évoquent le changement brusque « par en haut »).

- Une conception du mouvement qui repose sur la prise de responsabilités par les individus comme facteur de production de transformation et qui pour cela inclut les différentes manifestations de la contestation actuelle du capitalisme, sans considérer qu'il y a une hiérarchie implicite entre elles.

- Une conception moderne de l'organisation politique. L'expérience de ces dernières années, y compris celle des derniers mois, devrait nous pousser à traiter de façon cohérente la contradiction fondamentale : il y a quelque chose de vieilli dans une forme partisane calquée historiquement sur le modèle hiérarchique de l'État ; mais les partis politiques restent une forme non remplacée de l'organisation politique, notamment dans l'espace populaire.

3. Quelle force communiste ?

- Faut-il, pour faire vivre du communisme, une organisation collective ? Certains en doutent et considèrent qu'il suffit d'être un individu communiste dans des formations politiques qui ne le sont pas. Cela se discute ; nous pensons toutefois que l'apport communiste, comme toute composante politique, ne saurait exister en tant que tel sans organisation collective pour le

faire vivre, le faire évoluer. Il faut donc toujours qu'il y ait du « parti communiste », comme le disaient Marx et Engels en 1848.

- Mais cette existence du « parti » doit-elle prendre nécessairement la forme que le XXème siècle lui a donnée ? S'il n'est pas possible de se prononcer à la hâte sur cette question, nous devons néanmoins retenir qu'historiquement, les formes ont varié depuis 1848 ; celle du XXème siècle était construite sur une cohérence du projet de société à construire, de la révolution envisageable et de l'organisation capable de faire vivre le projet et le processus de sa mise en œuvre ; aujourd'hui ce travail de mise en cohérence doit s'articuler sur les modes possibles d'intervention des intéressés.

- Ainsi tout changement qui touche à cette cohérence doit nécessairement conduire à se réinterroger sur cette forme. D'une façon ou d'une autre, l'organisation communiste moderne doit porter une autre cohérence. D'ores et déjà, on doit considérer que c'est bien d'un autre « parti communiste » que l'on a besoin. Quant à la forme qu'il doit prendre (parti politique séparé ou courant spécifique (structuré ?) à l'intérieur d'un mouvement plus large), elle ne peut procéder d'aucun a priori, mais d'une prise en compte des possibilités réelles pour que le communisme ne soit pas un courant marginalisé, dans une gauche de transformation elle-même minorée.

- Ce qui est important, c'est d'engager en même temps, sans les confondre mais sans les séparer, le mouvement de refondation d'une gauche sûre d'elle-même et de ses valeurs et celui de la relance-recomposition du communisme politique.

4. Comment travailler ?

Par rapport à ces enjeux, la forme « congrès extraordinaire », en rabattant la réponse sur les seuls membres du PCF, n'est pas du tout à la hauteur des enjeux. Nous devons tirer les leçons de notre piétinement stratégique depuis 1976. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, elle n'a aucune chance d'inverser la tendance au déclin.

Mieux aurait valu engager une démarche à la fois plus modeste et plus exigeante :

- lancer tout de suite l'initiative politique tournée vers la gauche de transformation ;
- ouvrir, avec l'ensemble de celles et ceux qui se sentent concernés par le communisme, un vaste débat sur l'ensemble des questions posées par la place du communisme dans la transformation sociale, à cette lumière « revisiter » ce que l'on appelle les « fondamentaux », analyser les causes de l'échec du modèle issu du bolchevisme ; distinguer les notions de « projet » et de « programme »;

- cet hiver ou à l'automne, prévoir une étape de première synthèse des résultats enregistrés, des problèmes et des options ;
- définir à partir de là un calendrier, en sachant que, in fine, les membres du PCF seront maîtres des choix qu'ils souhaiteront retenir pour leur organisation.

Gilles Alfonsi . Pierre Alzieu . Dominique Attia . Xavier Aubert . Armand Bacca .
Stephan Beltran . Mouloud Bousselat . Yann Bouvier . Jean Brafman . Bernard Calabuig .
Christophe Cavard . Lionel Chassaing . Pierre-Marie Danquigny . Dominique Dauvergne .
David Fourcade . Frédérick Genevée . Mustapha Gueye . Serge Guichard . Anne Jollet .
Jean-Jacques Joucla . Michèle Kiintz . Denis Krys . Sylvie Larue . Evelyne Lecouvette .
Guy Lecouvette . Guy Levrat . Jean-François Marin . Fernanda Marrucchelli . Roger Martelli .
François Meyroune . Danielle Montel . Michel Nebout . Dominique Neels . André Pacco .
David Prault . Jean-Pierre Rioual . Serge Robert . Daniel Rome . Adeline Romero . François
Rousseau . Jean-Michel Ruiz . Laurent Russier . Philippe Stierlin . Nadine Stoll . Guy Stoll .
Katia Storai . Jean Tailleur . Thierry Touzet . Catherine Tricot . Sylvie Tricot-Devert .
Pierre Zarka

contact : communisme.mouvement@free.fr
site : <http://communisme.mouvement.free.fr>